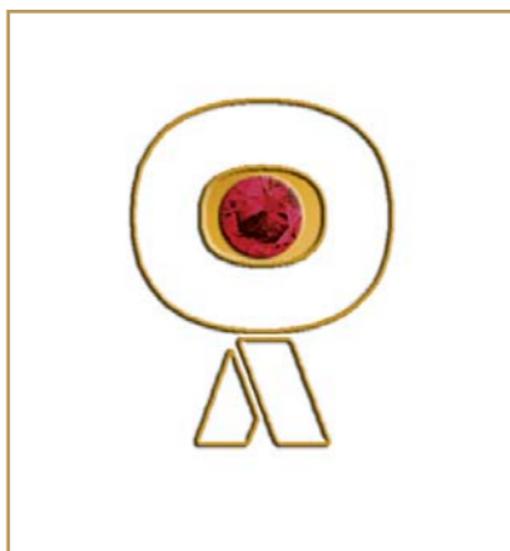


AVOCATS

ÉMÉRITES

Ad. E.



2008

Barreau  
du Québec



**NOTE : dans ce document, la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes.**





**AVOCATS**

**ÉMÉRITES**

**Ad. E.**

---

**Cérémonie officielle  
de remise de  
la désignation  
honorifique**

dans le cadre du Congrès annuel  
du Barreau du Québec

Centre des congrès de Québec  
Le 29 mai 2008



## LE COMITÉ DE RECOMMANDATION

Le comité de recommandation est composé de sept membres détenteurs de la distinction *Avocat émérite*, dont trois du Barreau de Montréal, deux du Barreau de Québec et deux des autres barreaux de section, nommés par le Conseil général pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

Pour la formation initiale du Comité, trois des membres sont nommés pour un mandat de trois ans, dont un comme président, deux pour un mandat de deux ans, deux pour un mandat d'un an, permettant ainsi de constituer le jury dès que possible parmi les membres ayant reçu le titre *Avocat émérite*.

Le comité de recommandation fait rapport au Conseil général qui entérine ou non ses recommandations.

Le nombre d'avocats émérites est soumis à un quota, soit 2 % des membres inscrits au Barreau du Québec.



## L'EXCELLENCE À L'HONNEUR

La désignation honorifique *Avocat émérite* vise à reconnaître l'excellence ainsi que les avocats au parcours exemplaire.

Les avocats admissibles peuvent œuvrer aussi bien en pratique privée qu'en entreprise ou au sein d'un organisme public ou para-public. Les critères de sélection sont les suivants :

- L'excellence professionnelle d'une carrière menée de façon brillante. L'ascendant du candidat au sein de sa profession doit être de notoriété publique et la qualité de ses interventions se situer au-delà de la moyenne dans son champ de pratique. Il doit servir de modèle et de référence pour les membres du Barreau du Québec et du public.
- Une contribution soutenue et remarquable au développement de la profession d'avocat, soit par un engagement au sein du Barreau ou par la rédaction d'ouvrages ou d'articles de droit, soit par une participation à des colloques à titre de conférencier ou de panéliste, ou encore comme professeur dans le cadre de cours de formation professionnelle.
- Un rayonnement exceptionnel par ses engagements dans sa communauté ou par son parcours professionnel, qui rejaillit sur la profession d'avocat.





## LES RÉCIPENDAIRES DU TITRE ET LEURS SIGNES DISTINCTIFS

Les avocats désignés par le Comité de recommandation ainsi que les avocats ayant reçu ou qui recevront les autres reconnaissances que sont la *Médaille* et les *Mérites* du Barreau du Québec :

- affichent dans leur bureau un certificat sur papier fin de la papeterie St-Gilles de Saint-Joseph-de-la-Rive;
- portent une épinglette spécifique créée par la Maison Birks, représentant le symbole du Barreau du Québec auquel on a incorporé de l'or et un rubis;
- ajouteront après leur nom, les lettres Ad. E. pour *Advocatus Emeritus*; dans le cas où un avocat aurait déjà d'autres lettres honorifiques après son nom, la désignation Ad. E. serait placée à la suite de celles-ci.

Les pages qui suivent présentent individuellement les 32 *Avocats émérites* désignés en 2008 à qui la distinction est remise lors de la présente cérémonie, ainsi que les récipiendaires de la *Médaille* et des *Mérites* 2008 qui porteront automatiquement la désignation *Avocat émérite* si ils ne l'ont pas déjà reçue.



Ad. E.



**Me William J. Atkinson, Ad. E.**  
McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me William J. Atkinson, associé du cabinet, plaide depuis plus de 30 ans, notamment dans les domaines du droit administratif et constitutionnel, des recours collectifs, des valeurs mobilières et en litige civil et commercial.

## **CONTRIBUTION**

Me Atkinson a été membre du premier groupe d'avocats de l'Office des professions du Québec (1975-1977). Il a été secrétaire du ministère de la Justice (1977-1979) ainsi que premier titulaire de la Direction générale du droit administratif du même ministère (1979-1984). ● Chez McCarthy Tétrault depuis 25 ans, il a développé une pratique de litige de grande qualité. Il a représenté des clients devant tous les principaux tribunaux et dans le cadre d'enquêtes diverses. ● Au sein du Barreau, il est président du Comité de liaison du Tribunal administratif du Québec et du Comité sur la justice administrative du Barreau du Québec, et a fait partie du Comité sur la formation continue obligatoire du Barreau du Québec (2007). ● Il est l'auteur de plusieurs articles et de nombreuses conférences, principalement en droit administratif et en droit de la personne. ● Il a également été chargé de cours à la maîtrise à la Faculté de droit de l'Université Laval (1982-1983).

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu un hommage du Barreau du Québec en 2007 pour sa contribution à la mise sur pied du programme de techniques de plaidoirie il y a 25 ans. Il a été membre du Conseil d'administration de la Compagnie d'assurance Guardian (1990-1997) et a été membre du Comité consultatif de la Faculté de droit de l'Université Laval.





**Me Marcel Aubut, O.C., O.Q., c.r., Ad. E.**  
Heenan Blaikie Aubut  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Marcel Aubut est associé senior et membre du Comité exécutif et du Comité national de gestion du cabinet ainsi que directeur du bureau de Québec. Personnage-clé du monde des affaires canadien et figure emblématique du monde du sport, il pratique le droit des affaires depuis plus de 30 ans.

## **CONTRIBUTION**

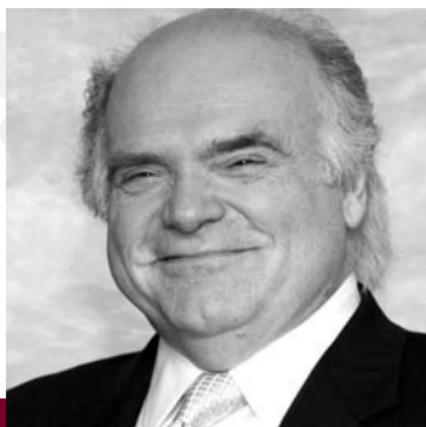
Me Aubut est doté d'un sens stratégique spécial. Négociateur reconnu pour son efficacité redoutable, il possède à son actif la direction et le règlement de nombreux dossiers très complexes. ● Il est membre du Conseil consultatif de la Faculté de droit de l'Université Laval en plus d'être gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec. Il est également membre à vie de la Fondation pour la recherche juridique. ● De plus, il a été professeur de droit civil à l'École du Barreau (1976-1986).

## **RAYONNEMENT**

Il a été le président fondateur du Parc technologique du Québec métropolitain. Principal artisan du développement des Nordiques de Québec et de leur entrée dans la Ligue nationale de hockey, il a marqué l'évolution de la Ligue en étant le père du temps supplémentaire et de la reprise vidéo en plus de présider Rendez-Vous 87 et Invitation 93. Plusieurs sociétés ont fait appel à lui pour endosser le rôle d'administrateur. Aujourd'hui, il agit comme tel pour Énergie atomique du Canada, Æterna Zentaris, Olybro, Whole Foods Market Canada, Triton Electronik, Fiducie Boralex Énergie et le Comité olympique canadien. Il est associé à plusieurs causes sociales, dont les Sociétés canadiennes du cancer et de la sclérose en plaques, la Fondation des maladies du cœur, la Fondation Jean Lapointe et la Croix-Rouge. Il est officier de l'Ordre du Canada et de l'Ordre national du Québec. Il est membre du Panthéon des sports canadiens et de celui du Québec.



Ad. E.



**Me Daniel A. Bellemare, c.r., Ad. E.**  
Organisation des Nations Unies  
New York

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Retraité du ministère de la Justice du Canada depuis 2007, Me Daniel Bellemare a mis fin à une carrière de 31 ans dédiée exclusivement au droit pénal, dont 14 en tant que responsable du Service fédéral des poursuites du Canada. Il est désormais président de la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri.

---

## **CONTRIBUTION**

Huit cents procureurs fédéraux du Canada et les poursuites intentées au nom du Procureur général du Canada ont été sous sa responsabilité au Service fédéral des poursuites du Canada. ● Spécialiste de l'écoute électronique, Me Bellemare a signé l'un des premiers traités sur le sujet publiés au Canada. Il a été à l'origine de la vague de publications françaises sur le droit pénal, et a publié un volume de référence sur le témoignage des policiers devant les tribunaux. ● Il a enseigné à l'École du Barreau, et a été professeur invité à l'Université de Montréal, de McGill et d'Ottawa.

## **RAYONNEMENT**

Conférencier, il a expliqué aux plans national et international le rôle du poursuivant et son importance pour le maintien de la confiance du public dans la justice et le respect de la règle de droit. Il a été pendant 10 ans le vice-président de l'Association internationale des procureurs et poursuivants, créée à Vienne en 1995, et dont il a été un des membres fondateurs.





Ad. E.

**Me Viateur Bergeron, c.r., Ad. E.**  
Bergeron, Gaudreau, Laporte  
Gatineau

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Viateur Bergeron est docteur en droit, avocat, professeur, arbitre en droit du travail, médiateur et homme d'affaires. Il a plaidé devant les différentes Cours du Québec et la Cour suprême du Canada.

## CONTRIBUTION

Bâtonnier de Hull, puis bâtonnier du Québec (1977-1978), Me Bergeron a été membre de plusieurs comités du Barreau du Québec. ● Il a été doyen de la Section de droit civil de la Faculté de droit à l'Université d'Ottawa par intérim pendant un an. ● Il a présidé, entre autres, la Division du Québec de l'Association du Barreau canadien, le Conseil interprofessionnel du Québec, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais. ● Il est actuellement président de l'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa et de Dialogue Canada-Éducation, Communication, Participation. Il a été membre du Conseil d'administration de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Il a effectué une mission au Rwanda à titre de consultant pour la Banque Mondiale, puis au Vietnam comme expert en procédure pour le Centre parlementaire. ● Il a rédigé divers ouvrages destinés notamment à la formation professionnelle des avocats. Il est l'auteur du livre *L'attribution d'une protection légale aux malades mentaux*.

## RAYONNEMENT

Il a prononcé des conférences et écrit de nombreuses chroniques sur le droit, le monde professionnel, les affaires et l'économie en plus de participer à des émissions de télévision et de radio. En 1992, il a reçu la Médaille du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada, le Mérite du Barreau de Hull en 1995, puis la Médaille de l'Association du Barreau canadien, division Québec, en 1996. Chercheur et écrivain, il est membre, entre autres, de l'Union des écrivaines et écrivains québécois.



Ad. E.



**Me Pierre Bienvenu, Ad. E.**  
Ogilvy Renault s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Pierre Bienvenu est associé-chef de la direction du cabinet et président de son comité exécutif. Il possède une expertise reconnue en matière d'arbitrage commercial international, de litiges corporatifs et commerciaux et de droit constitutionnel.

## CONTRIBUTION

Me Bienvenu a toujours été actif au sein de l'Association du Barreau canadien, dont il a été membre du conseil et du Comité de développement international. Il a siégé au Comité exécutif de la division du Québec de l'ABC et présidé la section Droit constitutionnel et libertés civiles de la division. Il est également très engagé dans l'*International Bar Association*, et il a été nommé coprésident du Comité d'arbitrage de cette association pour un mandat de deux ans débutant en 2008. ● Il est membre des panels d'arbitres de plusieurs institutions d'arbitrage international et il siège au Comité consultatif des différends commerciaux privés établi en vertu de l'article 2022 de l'ALENA. ● Il a enseigné à l'École du Barreau du Québec et il prononce régulièrement des allocutions sur des sujets reliés à ses domaines de pratique.

## RAYONNEMENT

*Fellow* de l'*American College of Trial Lawyers* et du *Chartered Institute of Arbitrators* de Londres, il figure dans le *Guide to the leading 500 lawyers in Canada*, le répertoire juridique canadien *Lexpert*, l'*International Who's Who of Commercial Arbitration*, le *Chambers Global Guide* et le *Lexpert-Thomson Guide of Leading Creative Lawyers in Canada*. En 2000, il a siégé à un comité indépendant chargé de réviser les arrangements existant entre le gouvernement d'Antigua et Barbuda et le conseil de Barbuda, et de formuler des recommandations aux parties intéressées. Il est administrateur du Groupe Optimum inc.





Ad. E.

**Me Louis Borgeat, Ad. E.**  
Office de la protection du consommateur  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Louis Borgeat est président de l'Office de la protection du consommateur depuis décembre 2007.

## **CONTRIBUTION**

Me Borgeat a été secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif et sous-ministre associé à la Direction générale des affaires juridiques et législatives du ministère de la Justice. Il a également œuvré à l'Office des professions du Québec et à l'École nationale d'administration publique (ENAP). ● Il a été notamment membre du Conseil d'administration du Centre d'accès à l'information juridique et du Comité de rédaction des *Cahiers du droit*, président fondateur de l'Association internationale des études québécoises et de la Fondation 3 %-Tiers-Monde et président de l'Institut d'administration publique du Canada/Région de Québec. Il est actuellement président national de l'Institut d'administration publique du Canada.

## **RAYONNEMENT**

Il a reçu la Médaille du Barreau de Québec en 2004. Récipiendaire du titre *Personnalité ENAP* en 1991 et 1996, il a reçu le prix Walter Owen et le prix du concours juridique 1988 de la Fondation du Barreau pour les tomes I et II du *Traité de droit administratif*. Il a aussi publié divers ouvrages et plusieurs articles de revues scientifiques.



Ad. E.



**Me Luc Chamberland, Ad. E.**  
Ministère de la Justice du Québec  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Luc Chamberland est directeur à la Direction du contentieux du ministère de la Justice du Québec (« Bureau des plaideurs »). Il exerce principalement en droit administratif, constitutionnel et en droit du travail.

## **CONTRIBUTION**

Depuis 2000, Me Chamberland a été membre du Conseil du Barreau de Québec avant d'en devenir le bâtonnier (2004-2005). Il a aussi été membre du Conseil général (2002-2005) et du Comité administratif du Barreau du Québec (2003-2005). ● Me Chamberland a enseigné les techniques de plaidoirie à l'Université Laval et à l'École du Barreau où il enseigne maintenant le droit public. Depuis 2003, il est animateur au Séminaire sur les techniques de plaidoirie et il en est aujourd'hui le coordonnateur.

## **RAYONNEMENT**

Il a publié plusieurs articles tant en droit substantif qu'en matière de procédure. Me Chamberland est aussi l'auteur du *Manuel de plaidoirie : techniques et stratégies d'un procès civil*. Depuis 2000, il a prononcé, à travers le Québec, une trentaine de conférences issues de son ouvrage.





Ad. E.

**Me Marcel Cinq-Mars, c.r., Ad. E.**  
Fasken Martineau (retraité)  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Marcel Cinq-Mars a pratiqué dans presque tous les domaines du droit au cours de sa longue carrière, et ce, tant en Abitibi qu'à Montréal. Il a, entre autres, pratiqué en droit criminel comme procureur de la Couronne, mais aussi comme avocat de la défense. Il a de plus été conseiller juridique de la Ville de Rouyn-Noranda pendant 23 ans.

## CONTRIBUTION

Me Cinq-Mars a été bâtonnier de la section d'Abitibi-Témiscamingue (1967-1968 et 1970-1971) de même que bâtonnier du Québec (1970-1971). ● Il a été membre du Comité sur la refonte de la *Loi sur le Barreau*. ● Il a été président de la Division du Québec de l'Association du Barreau canadien (1971-1972). ● Il a été membre du Comité de l'Association du Barreau canadien sur l'évaluation des candidats à la magistrature fédérale ainsi que membre fondateur et premier président de la Fédération des professions juridiques du Canada.

## RAYONNEMENT

Il a été président du Conseil interprofessionnel du Québec en 1973-1974 et récipiendaire de la Médaille de ce même conseil en 1992. Avant de pratiquer à Montréal après son bâtonnat en 1971, il était grandement impliqué dans sa communauté à Rouyn-Noranda. Il a notamment été président d'une section de la Légion canadienne, membre du conseil d'administration d'une société athlétique, d'un club de hockey et de l'hôpital d'Youville, président du Club Kiwanis et fondateur d'un club de ski.



Ad. E.



**Me Yvon Daigle, Ad. E.**  
Daigle, Jacques & Associés inc.  
Sherbrooke

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Yvon Daigle, associé fondateur du cabinet, pratique essentiellement dans les domaines du droit fiscal, corporatif et commercial. Il agit comme conseiller juridique auprès d'entreprises régionales, dont certaines ont une envergure nationale.

## **CONTRIBUTION**

Depuis 1990, Me Daigle agit à titre de syndic-correspondant du district de Saint-François qui compte 475 avocats. À ce titre, il est un intervenant de première ligne et une ressource pour le public et les membres du Barreau du district, tant du point de vue préventif que curatif. ● Il a enseigné le droit fiscal et le droit corporatif, et a été correcteur à l'École du Barreau (centre de Sherbrooke) entre 1977 et 1987. Il a été chargé de cours en droit fiscal à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke (1990).

## **RAYONNEMENT**

Il est reconnu par ses pairs pour sa rigueur intellectuelle et professionnelle. Il est aussi reconnu dans le district de Saint-François pour être non seulement un excellent auxiliaire de la justice, mais également un confrère disponible et facilement accessible pour répondre aux questions qui relèvent de sa compétence. Il a été récipiendaire du prix reconnaissance du Barreau de Saint-François pour son travail bénévole et sa collaboration exceptionnelle à titre de syndic-correspondant du district de Saint-François (2004).





Ad. E.

**Me Michel F. Denis, Ad. E.**  
Service des poursuites pénales du Canada  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Michel F. Denis a rallié le Service fédéral des poursuites du Bureau régional du Québec du ministère de la Justice du Canada à titre d'avocat-conseil en 2003. Depuis mars 2006, il occupe de façon intérimaire le poste d'avocat général principal au Service des poursuites pénales du Canada à Montréal.

## **CONTRIBUTION**

Me Denis a été membre, entre autres, du Comité permanent en droit criminel et pénal du Barreau du Québec, qu'il a présidé pendant quatre ans. ● Il a représenté le Barreau lors des auditions en comité parlementaire sur les lois C-7, C-41, C-72. Il a aussi enseigné à l'École du Barreau. ● Depuis 2003, il est membre de l'équipe des plaideurs fédéraux devant la Cour suprême du Canada et préside le Comité des litiges du Service des poursuites pénales du Canada au Bureau régional du Québec. ● Conférencier à diverses occasions, il a collaboré à la publication d'un ouvrage sur la Cour d'appel en matière criminelle.

## **RAYONNEMENT**

Responsable de la préparation des étudiants de la Faculté de droit de l'Université de Montréal participant à la *Coupe Gale*, un concours national de plaidoirie en appel, son équipe a gagné cette compétition en 2003, et a représenté le Canada à la *Commonwealth Mooting Competition* en Australie.



Ad. E.



**Me Michel Deschamps, Ad. E.**  
McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Michel Deschamps est reconnu pour son expertise en droit bancaire et en droit commercial, et ce, aux plans national et international.

## **CONTRIBUTION**

Me Deschamps enseigne le droit bancaire à l'Université de Montréal depuis 1972. ● Il a donné d'innombrables conférences et publié de nombreux articles tant au Canada qu'à l'étranger. ● Depuis plus de 20 ans, il siège au Comité de rédaction de la *Revue du Barreau du Québec*, dont il est le président. Il est également président du Comité des sûretés du Barreau. ● Il participe aussi à des travaux de la Conférence canadienne sur l'harmonisation des lois.

## **RAYONNEMENT**

Il participe, à titre de délégué canadien, aux travaux d'Unidroit et de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international. À ce titre, il a contribué à l'élaboration de conventions internationales concernant les sûretés sur les créances, les valeurs mobilières et les avions. Il est reconnu comme un chef de file dans son domaine par de nombreux guides d'évaluation des avocats, dont le répertoire *Canadian Legal Expert Directory* et le guide international *Chambers Global*, publié à Londres. En 2003, il a été nommé *Fellow* de l'*American College of Commercial Finance Lawyers*. Il fut le premier Québécois à obtenir ce titre. Cette même année, il a reçu la Médaille Paul-André Crépeau décernée par le Barreau canadien à un juriste ayant contribué de façon exceptionnelle à l'avancement des aspects internationaux du droit commercial.





Ad. E.

**Me Raymond Doray, Ad. E.**  
Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Associé du cabinet depuis 1990, Me Raymond Doray est le responsable du secteur du droit de l'information et de la protection de la vie privée. Il a aussi œuvré à titre de conseiller juridique et de procureur pour de grandes entreprises, des ordres professionnels, des organismes intermédiaires, des gouvernements et des commissions d'enquête.

## CONTRIBUTION

Après avoir travaillé comme conseiller juridique de la Commission Paré (1981) et de la Commission d'accès à l'information du Québec (1984-86), Me Doray a sans doute été le premier avocat de pratique privée au Québec à développer une pratique dans les domaines de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Il exerce également dans les domaines du droit de la diffamation et du droit administratif. ● Depuis 2005, il est le vice-président du Comité de la formation professionnelle du Barreau. Il s'implique notamment dans la révision du programme de formation professionnelle et participe à nombre de comités. ● Il a présidé le Comité organisateur de la *Conférence internationale sur la vie privée*, tenue à Montréal en 1997.

## RAYONNEMENT

Il est conférencier et auteur de nombreux ouvrages, dont un traitant des régimes de droit d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (Prix Répertoire de la Fondation du Barreau du Québec-2004). Il est aussi l'auteur d'un chapitre du livre *Droit du commerce électronique*, d'articles dans des revues spécialisées et de sections de la Collection de droit sur le secret professionnel et le devoir de loyauté. Il figure au répertoire *The Canadian Lexpert Directory* dans le domaine des litiges en droit public.



Ad. E.



**Me Guy Du Pont, Ad. E.**  
Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Associé du cabinet depuis 1989, Me Guy Du Pont appartient au groupe litige, et possède une expertise dans les domaines du droit fiscal, constitutionnel, commercial, civil, administratif et pénal.

## **CONTRIBUTION**

Me Du Pont comparaît devant les tribunaux du Québec, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, ainsi que devant la Cour canadienne de l'impôt, les Cours fédérales et la Cour suprême du Canada. ● Il contribue à la profession, tant sur la scène nationale qu'internationale, grâce aux nombreux comités auxquels il participe, aux associations de juristes auxquelles il appartient et aux nombreux textes qu'il publie. Il a récemment été nommé gouverneur de l'Association canadienne d'études fiscales, et il préside le Comité de liaison avec la Cour canadienne de l'impôt de l'Association du Barreau canadien.

## **RAYONNEMENT**

*Fellow* de l'*American College of Trial Lawyers*, il figure, entre autres, parmi les *Leading 500 Lawyers in Canada* dans la catégorie des litiges corporatifs fiscaux, ainsi que parmi les *Most Frequently Recommended* du *Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada de Lexpert/American Lawyer Media*. Il a obtenu les plus hautes distinctions de *Chambers* et *Martindale-Hubbell* dans les catégories litige et litige fiscal. Il est également l'un des 14 juristes canadiens élus à l'*American Law Institute*, l'organisme chargé de la réforme du droit américain. En 2005, il a participé, en Tanzanie sous l'égide de l'ONU, au *Advanced Advocacy program* offert pour la formation des procureurs de la poursuite du Tribunal pénal international pour le Rwanda.





Ad. E.

**Me Paul Faribault, Ad. E.**  
Centre communautaire juridique de l'Estrie  
Magog

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Depuis 1973, la pratique de Me Paul Faribault a été celle d'un civiliste exerçant dans un bureau d'aide juridique principalement en droit social et administratif et aussi en droit de la famille et en droit civil général. Il est actuellement avocat au Bureau d'aide juridique de Magog.

## **CONTRIBUTION**

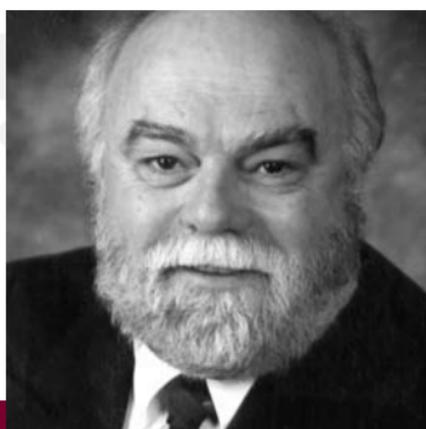
Me Faribault a été chargé de cours à la Faculté de droit et à la Faculté des sciences appliquées de l'Université de Sherbrooke (1987-2003) et a enseigné à l'École du Barreau, d'abord en rédaction d'écrits juridiques (1988-1995), et depuis 1996, en droit public et administratif. ● Il a donné plusieurs conférences et formations, principalement en droit social et administratif, tant pour l'aide juridique que pour le Barreau ainsi que pour des associations et des groupes divers. ● Il a été membre du Conseil du Barreau de Saint-François (2001-2006). ● Depuis 1983, il est membre du groupe de travail en droit administratif de la Commission des services juridiques. ● Depuis 1987, il est président du Syndicat des avocates et avocats de l'aide juridique de l'Estrie, et depuis 1992, il est le président de la Fédération des avocats de l'aide juridique du Québec.

## **RAYONNEMENT**

Il a été président de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière (1976-1978 et 1980-1986), secrétaire de l'ACEF-Estrie, puis président (1988-1999), secrétaire de l'Association de soccer mineur de Magog (1990-1995) et membre de la Commission des loisirs de la Ville (1994-1995). De 2002 à 2006, il a été secrétaire de la Fondation Robert-Sauvé.



Ad. E.



**Me Jean-Marie Fortin, Ad. E.**  
Services juridiques Fortin inc.  
Saint-Julien

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Jean-Marie Fortin est président, consultant et formateur des Services juridiques Fortin inc. Il est reconnu par plusieurs membres de la profession comme étant le père de la fiscalité matrimoniale.

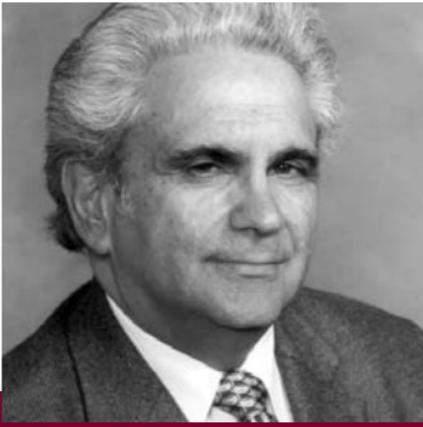
## **CONTRIBUTION**

Me Fortin a été bâtonnier du Barreau de Saint-François (1992-1993). ● Il a donné de nombreuses formations et des cours de perfectionnement tant pour l'École du Barreau et la formation continue du Barreau que pour la Chambre des notaires du Québec. ● Il a également enseigné à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, au programme de maîtrise en fiscalité et au MBA. ● Il a participé à de nombreux comités du Barreau du Québec, entre autres le Comité sur la sécurité économique des conjoints (1988-1989) et le Comité permanent sur la famille (1991-2004). Il a été président du Comité de suivi du modèle québécois de fixation des pensions alimentaires pour enfants du ministère de la Justice du Québec à titre de représentant du Barreau du Québec (1997-2004). ● Il a publié de nombreux articles et volumes sur la fiscalité touchant les affaires familiales, et il est le créateur des logiciels AliTax, Aliform et PatriForm.

## **RAYONNEMENT**

Tout au long de sa carrière, il a participé à de nombreux organismes caritatifs, culturels, sociaux et paraprofessionnels, notamment le Conseil d'administration de la Corporation du centre-ville de Sherbrooke (1976-1977) et celui de la Maison régionale de l'Estrie (1988-1994), il a occupé la vice-présidence de la succursale du Québec de la Fondation canadienne des maladies du rein (1979-1983) et a été secrétaire national de la même Fondation (1981-1982).





Ad. E.

**Me David R. Franklin, Ad. E.**  
Franklin & Franklin  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me David R. Franklin est associé principal du cabinet. Il œuvre en droit des affaires et plus spécifiquement dans le domaine du commerce international.

## **CONTRIBUTION**

Me Franklin a été conférencier invité à des dizaines d'événements tenus dans quelque 20 pays pour traiter de droit des affaires et de commerce international. ● Il a été responsable de la programmation pour une conférence organisée conjointement par le Barreau du Québec et *The All China Bar Association*. ● Il a présidé ou coprésidé une dizaine de conférences internationales dont *International Round Table Conférence*, Dublin; *Conference on International Debt Recovery and Insolvency*, Amsterdam; *International Creditors=Rights*, London et New York. ● Il a publié maints articles et ouvrages, dont le plus récent : *International Commercial Debt Collection*. ● Depuis 1964, il enseigne plusieurs matières à l'Université Concordia, soit le droit international des affaires, le droit des contrats – au MBA – et le droit pour les organisations à but non lucratif.

## **RAYONNEMENT**

Il est consul honoraire d'Islande à Montréal depuis 2001. Il a effectué un mandat de cinq ans à titre d'administrateur du Centre hospitalier Richardson et s'occupe de plusieurs organisations communautaires venant notamment en aide aux jeunes, aux aînés, aux membres de communautés culturelles ou encore soutenant le milieu artistique.



Ad. E.



**Me Roy L. Heenan, O.C., Ad. E.**  
Heenan Blaikie s.e.n.c.r.l., s.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Président et fondateur du cabinet, Me Roy L. Heenan est reconnu en tant que sommité en droit administratif et en droit du travail.

## **CONTRIBUTION**

Professeur adjoint en droit du travail à l'Université McGill jusqu'en 1996, Me Heenan est chargé de cours, entre autres, au *Industrial Relations Centre* de l'Université Queen's depuis 1972. ● Il siège au Conseil d'administration de l'Institut canadien d'études juridiques supérieures. ● Il est un membre actif dans le cadre de l'Accord nord-américain de libre-échange (ALENA) depuis sa création et il est un membre influent de la liste servant à la composition des comités pour l'examen de contestations extraordinaires aux termes du Chapitre 9 de l'ALENA. ● Il est membre du tribunal de la Banque interaméricaine de développement. ● Premier président du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, en 2007, il a été mandaté par le gouvernement pour mener des négociations relativement au savoir-faire québécois en matière de doublage.

## **RAYONNEMENT**

Il est *Fellow* de l'*American College of Trial Lawyers* et du *College of Labor and Employment Lawyers*, il est reconnu par le *Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada*. En 2006, le prix Bora Laskin lui a été décerné par le *Centre for Industrial Relations and Human Resources* de l'Université de Toronto. Il est le président fondateur de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et a été administrateur de la Société Radio-Canada (1995-2005). Mécène reconnu, il a été notamment président du Musée d'art contemporain de Montréal, et siège actuellement au Conseil d'administration de l'Art Gallery of Ontario et du Musée des beaux-arts de Montréal, entre autres.





Ad. E.

**Me Raynold Langlois, c.r., Ad. E.**  
Langlois Kronström Desjardins s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Associé fondateur du cabinet, Me Raynold Langlois exerce en litige et est conseiller stratégique d'entreprises. Il a, entre autres, représenté des gouvernements et des entreprises devant des organismes de réglementation ainsi que devant la Cour fédérale et la Cour suprême du Canada (litiges en droit constitutionnel, administratif et commercial). Il est impliqué dans plusieurs recours collectifs québécois et nationaux. Il est avocat de la Conférence des juges du Québec et de l'Association canadienne des juges de nomination provinciale. Il agit aussi pour le Conseil canadien de la magistrature.

## CONTRIBUTION

Me Langlois a été président de la division du Québec du Barreau canadien (1980-1981). ● Il a été membre du Comité de révision des règles de la Cour fédérale (1994-2004). ● Depuis 2002, il est le secrétaire du Conseil de l'Institut canadien des études juridiques supérieures et membre du *London Court of International Arbitration*. ● Auteur de nombreuses publications, il est régulièrement sollicité comme conférencier sur des sujets liés au droit et aux relations gouvernementales.

## RAYONNEMENT

Classé parmi les 25 meilleurs avocats de litige au Canada par la revue *Lexpert*, il bénéficie de la note d'appréciation la plus élevée (AV) du *Martindale-Hubble* et il figure dans le répertoire *The Best Lawyers in Canada (2008)*. Il est également *Fellow* du *American College of Trial Lawyers*. Il a été membre du conseil et de l'exécutif, et vice-président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Il est présentement gouverneur de la Fédération des chambres de commerce du Québec, organisme duquel il a été président (1996) et membre du conseil.



Ad. E.



**Me Claude G. Leduc, Ad. E.**  
Mercier, Leduc s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Claude G. Leduc est membre fondateur du cabinet. Il est responsable du secteur litige, et l'essentiel de sa pratique est lié à la représentation devant tous les tribunaux du pays et tous les paliers administratifs dans les domaines du droit civil, de la responsabilité professionnelle, de l'éthique, de la déontologie et du droit disciplinaire.

## **CONTRIBUTION**

Me Leduc a été bâtonnier du Québec (2002-2003), a siégé au Conseil d'administration du Barreau du Québec et au Conseil général en plus d'avoir été président de plusieurs comités du Barreau. Auparavant, Me Leduc s'était impliqué au Barreau de Montréal et a siégé à son conseil d'administration. ● Depuis plus de 25 ans, il enseigne à l'École du Barreau du Québec dans les domaines du droit de la preuve, des obligations, des contrats, des sûretés et du droit administratif; il a également été responsable du secteur Civil II. ● Il a eu l'occasion de prononcer plusieurs conférences reliées à ses domaines d'expertise. ● Il a aussi agi à titre de président de comités de discipline, notamment pour le Barreau du Québec, le Collège des médecins, l'Ordre des ingénieurs du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et a rendu à ce titre plus de 300 décisions.

## **RAYONNEMENT**

Il s'est impliqué au sein de la Chambre de commerce de Saint-Laurent dont il a été le président en 1992-1993.





Ad. E.

**Me Louis Masson, Ad. E.**  
Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté, St-Pierre  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Avocat associé, Me Louis Masson plaide et agit à titre de conseiller d'organismes et d'entreprises dans les domaines du droit administratif, de la propriété intellectuelle et du droit international privé.

## **CONTRIBUTION**

Membre du Comité sur la justice administrative du Barreau du Québec depuis 1989, Me Masson est également membre du Comité de liaison du Barreau du Québec / Tribunal administratif du Québec depuis 2004. Il est aussi membre du Barreau canadien et de l'*American Association for Justice*. ● Il a enseigné le droit international privé entre 2003 et 2005, et a donné des cours destinés aux membres du Barreau en préparation de l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec* en 1993. ● Il a présenté une conférence sur le droit administratif lors de la Conférence canadienne des Tribunaux administratifs en 2005 en plus de présider des conférences à l'Institut canadien en 2005 et 2006.

## **RAYONNEMENT**

Il a participé au développement d'instruments de gestion de dossiers informatisés et de publications, dont *La Cour suprême et le droit administratif 2003-2004*, *Développements récents en droit administratif et constitutionnel*. Il a été membre de conseils d'administration liés à des organisations des domaines bancaire et de la santé.





**Me Josée Mayo, Ad. E.**  
Centre jeunesse de Laval  
Laval

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Après un parcours en droit criminel, statutaire pénal et droit de la famille, Me Josée Mayo a été responsable du contentieux du Centre des services sociaux juifs à la famille. Depuis 1993, elle est chef du contentieux du Centre jeunesse de Laval.

## CONTRIBUTION

Membre désigné par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec au Comité d'éthique de recherche du Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire, Me Mayo est également membre du Comité ministériel d'implantation de la nouvelle *Loi sur la protection de la jeunesse*. Elle a été membre du groupe expert de l'Association des centres jeunesse du Québec pour le projet de modification de la *Loi sur la protection de la jeunesse*. ● Elle a participé, entre autres, à la rédaction du *Guide relatif à la divulgation de renseignements par le DPJ à la police et au substitut du procureur général*. ● Elle donne notamment le cours *Droit civil I* à l'École du Barreau du Québec. ● Elle a présenté des conférences dans le cadre du colloque provincial des avocats œuvrant en centres jeunesse et du congrès de l'Association des centres jeunesse du Québec. Elle a aussi donné des conférences auprès de divers ordres professionnels, associations et organismes.

## RAYONNEMENT

Elle a participé au Congrès international francophone sur l'agression sexuelle – Paris, France en 2007. Elle a été membre du conseil d'administration de l'organisme Défense enfants international et membre du jury d'attribution du prix Charles-Coderre pour l'avancement du droit social.





Ad. E.

**Me Serge Ménard, avocat à la retraite, Ad. E.**  
Député du Bloc Québécois  
Ottawa

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Serge Ménard est député du Bloc Québécois dans la circonscription de Marc-Aurèle-Fortin.

## **CONTRIBUTION**

Me Ménard, avocat à la retraite, a exercé sa profession d'avocat au Bureau des substituts du procureur général du Québec (1966-1967), au Bureau des substituts du procureur général du Canada (1967-1968). Il a été avocat criminaliste (1968-1994), chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Montréal (1969-1983) et professeur de droit à l'École du Barreau (1971-1982). Il a été membre du Conseil général du Barreau du Québec (1974-1976) et en a été le bâtonnier (1986-1987). ● Il a fait le saut en politique en 1993 lorsqu'il a été élu député du Parti Québécois dans la circonscription de Laval-des-Rapides. Il a été à la tête de plusieurs ministères, dont la Sécurité publique, le ministère de la Justice, celui des Transports et il a été ministre d'État à la Métropole. En 2004, il a été élu député du Bloc Québécois aux élections fédérales dans la circonscription de Marc-Aurèle-Fortin.

## **RAYONNEMENT**

Il a eu une longue et distinguée carrière, tant à titre d'avocat que d'homme politique. Il est membre du Comité permanent de la sécurité publique et nationale et membre du Comité de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes. Entre autres, il a aussi été conseiller juridique bénévole pour la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (1969-1993) et membre du conseil des gouverneurs de la Maison Portage (1981-1986).



Ad. E.



**Me Jean Moisan, c.r., Ad. E.**  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Jean Moisan a été juge à la Cour supérieure de 1975 à 1995, incluant une période de trois ans comme juge *ad hoc* à la Cour d'appel. Depuis son départ à la retraite, il exerce en médiation et arbitrage commercial et institutionnel. De plus, il remplit divers mandats de nature publique et privée.

## **CONTRIBUTION**

Après avoir été membre du Bureau des examinateurs du Barreau pendant plusieurs années, Me Moisan a été bâtonnier de la section d'Arthabaska (1970-1973), membre du Comité administratif (1970-1972) et bâtonnier du Québec (1972-1973). ● Il a été président du Conseil consultatif de la justice du Québec (1974-1976). Il a aussi présidé les commissions d'enquête sur les secrets fiscaux (1999) et sur les dons aux caisses électorales provinciales par des entreprises impliquées dans le scandale des commandites (2005). ● Il a enseigné le droit à l'Université Laval (1973-1975).

## **RAYONNEMENT**

En 2002 et 2003, il a présidé les élections annuelles du Barreau de Québec. De 2003 à 2007, il a présidé le Comité d'application des droits des étudiants et étudiantes de l'Université Laval.





Ad. E.

**Me James O'Reilly, Ad. E.**  
O'Reilly & Associés  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me James O'Reilly, associé fondateur du cabinet, a orienté sa carrière dans le droit autochtone, en regard plus particulièrement aux droits ancestraux et aux droits issus des traités, des revendications territoriales et de l'autodétermination des peuples autochtones. Il plaide ses causes devant toutes les Cours du Canada, tant au Québec qu'en Alberta.

## CONTRIBUTION

Me O'Reilly a été président du Jeune Barreau de Montréal (1972-1973). ● Il est membre de la *Law Society of Alberta* (depuis 1980). ● Il a contribué à l'émergence du droit autochtone au Québec et au Canada et est le premier avocat québécois qui a consacré sa carrière entière à la défense des droits des peuples autochtones. ● En 1988, il a participé à la rédaction du rapport d'un comité spécial de l'Association du Barreau Canadien intitulé *Le droit des autochtones au Canada : du défi à l'action*. ● De plus, il a donné de nombreuses conférences concernant le droit autochtone et a écrit de nombreux articles à ce sujet. ● Il a contribué à la formation de plusieurs avocats qui constituent aujourd'hui le cœur de ceux qui représentent au Québec les populations autochtones, ayant consacré d'innombrables heures en discussions et formations avec des étudiants, des stagiaires ou des avocats œuvrant à son bureau.

## RAYONNEMENT

Il a été nommé Chef honoraire de la Nation crie Samson de l'Alberta. Il a été désigné par la Cour d'appel de l'Ontario comme *Amicus Curiae* dans l'important litige concernant l'affaire *Caledonia* en Ontario. Il a reçu un diplôme honorifique en droit de l'Université de Calgary pour ses activités auprès des peuples autochtones.





**Me Jean Pâquet, Ad. E.**  
Pâquet Avocat  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Jean Pâquet exerce la profession d'avocat en pratique privée depuis 1975. Il a développé une expertise reconnue en droit immobilier.

## CONTRIBUTION

Me Pâquet a été bâtonnier de Québec (1988-1989) puis bâtonnier du Québec en (1991-1992). ● Il enseigne les contrats nommés (vente, louage, prêt, cautionnement) issus du *Code civil du Québec* à l'École du Barreau du Québec. ● Fort d'expériences multiples acquises à titre de président du Comité d'examen des plaintes à la Sûreté du Québec, de président du Comité du Barreau du Québec sur le droit en regard des peuples autochtones, de syndic *ad hoc* du Barreau du Québec, de membre à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, de président désigné et suppléant des comités de discipline régis par l'Office des professions – il est actuellement président du Comité de discipline du Barreau du Québec –, de membre du Comité d'éthique de la recherche clinique du Centre hospitalier universitaire de Québec, pavillon de l'Hôtel-Dieu de Québec, il privilégie les modes non judiciaires de résolution de conflits. À ce titre, il agit comme arbitre et médiateur civil et commercial en plus d'être un conférencier recherché dans ces domaines.

## RAYONNEMENT

Il est récipiendaire de la Médaille du Barreau de Québec en 1997. Il est membre du conseil d'administration de la Commission de la capitale nationale du Québec.





Ad. E.

**Me Louis Payette, Ad. E.**  
Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Associé du cabinet, Me Louis Payette pratique en droit commercial, notamment dans les domaines suivants : transactions garanties, financement d'équipement, financement structuré, prêts syndiqués, fiducies immobilières et autres fiducies commerciales, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de titrisation de prêts et de créances du Québec.

## CONTRIBUTION

Me Payette a enseigné à la Faculté de droit de l'Université de Montréal aux cycles supérieurs et au niveau postdoctoral (1967-1980). ● Pour le Barreau, il a préparé les cours sur les sûretés destinés aux juges et aux juristes pour l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec* (1994). La documentation a ensuite été transformée en l'ouvrage *Les sûretés réelles dans le Code civil du Québec* (3<sup>e</sup> éd., 2006, prix Walter Owen 1996 et 2002), qui est maintenant une référence abondamment utilisée ou citée par les praticiens et les tribunaux. ● Il a agi au sein de la délégation canadienne auprès de l'Organisation des États américains dans le cadre de la négociation et de la rédaction d'une loi modèle sur les sûretés mobilières pour les États d'Amérique latine et a récemment participé à la mise en place de programmes de crédits immobiliers et de financement hypothécaire en Afrique et en Europe de l'Est.

## RAYONNEMENT

Recommandé par *Lexpert/American Lawyer Media Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada* et *The Best Lawyers in Canada* comme l'un des praticiens émérites en droit bancaire, il a reçu la Médaille Paul-André Crépeau de l'Association du Barreau canadien décernée aux juristes ayant contribué à l'avancement des aspects internationaux du droit privé et du droit commercial au Canada.



Ad. E.



**Me Janick Perreault, Ad. E.**  
Lacoste, Langevin  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Janick Perreault exerce sa profession à son compte depuis 1994 dans les domaines du droit de la santé, droit administratif et plus spécifiquement dans le secteur de l'indemnisation des victimes d'accident d'automobile et du litige civil.

## **CONTRIBUTION**

Me Perreault est commissaire au sein du conseil d'administration de la Commission des services juridiques et a été membre de son comité administratif. ● Elle est également membre de plusieurs comités et groupes de travail du Barreau du Québec, notamment le groupe sur le Régime d'assurance automobile du Québec, celui sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et le Comité sur la justice administrative. ● Elle est également syndiquée à l'Ordre professionnel des diététistes du Québec depuis 1999 et siège à plusieurs comités de cet ordre. ● Depuis 2002, elle enseigne à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. Elle est aussi organisatrice et conférencière du colloque annuel sur les récents développements en droit administratif en matière d'accidents automobiles de la Formation continue du Barreau du Québec. ● De plus, elle donne souvent des conférences sur des sujets relatifs à ses domaines de pratique et elle intervient régulièrement en commission parlementaire.

## **RAYONNEMENT**

Elle a publié maints articles et ouvrages, dont trois livres de doctrine en droit, le dernier étant l'ouvrage *Assurance automobile au Québec : L'indemnisation du préjudice corporel des victimes d'accident d'automobile*, 2<sup>e</sup> édition, publié en 2005. Elle participe régulièrement à des émissions télévisées et radiophoniques, et collabore fréquemment avec les journalistes.





**Me Hubert Reid, Ad. E.**  
Wilson & Lafleur  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Hubert Reid est directeur de l'édition aux Éditions Wilson & Lafleur.

## CONTRIBUTION

Me Reid a été professeur pendant 33 ans à la Faculté de droit de l'Université Laval dont il fut le premier doyen élu (1969-1973). ● Il a été directeur de l'École du Barreau, section de Québec (1968-1969). ● Il a présidé le Comité de réforme du *Code de procédure civile du Québec* (1988-1991) et en a été un participant (1998-2001). ● Il est membre du Comité du Barreau de Québec sur la Cour d'appel ainsi que du Comité sur la *Revue du Barreau du Québec*. ● Il a écrit plusieurs ouvrages juridiques, notamment l'*Alter Ego du Code de procédure civile* qui en sera bientôt à sa 24<sup>e</sup> édition et le *Dictionnaire de droit québécois et canadien*. ● Il a également été l'auteur ou le coauteur de nombreux rapports portant sur divers sujets, principalement en procédure civile, et a été corédacteur de plusieurs projets de loi concernant le *Code de procédure civile*. ● Il a agi à titre de responsable de la préparation de la *Loi sur le recours collectif*. ● Il a joué un rôle actif auprès de la Chambre des huissiers de justice du Québec et de l'Union internationale des huissiers de justice. ● Conférencier recherché tant à l'échelle nationale qu'internationale, il a partagé son expertise lors de conférences portant sur les réformes du *Code de procédure civile* et sur le droit judiciaire en général.

## RAYONNEMENT

Il a été le président-fondateur du Théâtre du Trident de Québec. Il a agi en tant que président du Conseil d'administration du Centre d'arts Orford pendant sept ans.





Ad. E.



**Me Stéphane Rivard, Ad. E.**  
Clément Davignon  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

M. le bâtonnier Stéphane Rivard a orienté sa pratique, fort active depuis 25 ans, principalement dans le domaine du litige commercial.

---

## CONTRIBUTION

Me Rivard a été bâtonnier de Montréal (2003-2004). Son engagement envers les membres et le public s'est manifesté notamment dans l'amélioration des conditions de la pratique du droit en demandant l'assouplissement de la règle des 180 jours. Il a par la suite été bâtonnier du Barreau du Québec (2006-2007). ● Il a été président du Comité de procédure civile, et il siège actuellement au Comité *pro bono* du Barreau du Québec, lequel a pour objectif d'étudier la mise en place d'un programme *pro bono* Québec, de répertorier et de faire connaître l'ensemble des services *pro bono* fournis par les membres du Barreau à travers la province. ● Professeur et conférencier, il a enseigné le droit commercial à l'École du Barreau, et a prononcé maintes conférences en droit des affaires, et ce, sur diverses tribunes, dont la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le *Canadian Institute* et l'Université de Montréal.

## RAYONNEMENT

Depuis mars 2008, il est président élu de la Fédération des professions juridiques du Canada qui regroupe et représente tous les avocats et notaires du Canada. Gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec, il a été, de plus, administrateur pendant 11 ans de la Fondation québécoise du cancer, puis de la Fondation Jean-Marc Paquette qui œuvre pour l'amélioration du dépistage du cancer du sein.





Ad. E.

**Me Marcel Rivest, Ad. E.**  
Rivest, Schmidt  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Marcel Rivest est associé principal du cabinet. Après avoir œuvré en droit du travail pendant 15 ans, il a depuis développé une expertise particulière en matière de régime de retraite. Il agit comme conseiller juridique, négociateur d'entente de partage de surplus avec les employeurs et comme avocat plaideur devant les arbitres ou les tribunaux supérieurs pour le compte de participants ou de comités de retraite.

## CONTRIBUTION

Me Rivest est l'auteur de nombreuses publications et conférences. ● Il a été professeur à l'École du Barreau et à la Formation continue du Barreau du Québec en droit administratif, droit du travail et arbitrage de griefs (périodiquement de 1976 à 1991). ● Il a donné de nombreux cours et conférences sur différents aspects des régimes de retraite (1990-2007). ● Il a été membre du Comité d'étude du Barreau du Québec sur la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (1984). ● Il a été président de la section des relations de travail du Barreau canadien (1986). ● Il a été membre du Comité d'étude du Barreau du Québec sur la *Loi 30* (Loi RCR, 2006). ● Il est membre du Comité consultatif en droit auprès de la Régie des rentes du Québec. ● Il est gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec.

## RAYONNEMENT

Il a été choisi par ses pairs pour paraître dans le répertoire *The Best Lawyers in Canada*. Il est membre de l'Institut canadien de la retraite et de l'*International Foundation of Employee Benefit Plans*.





Me Richard E. Shadley, c.r., Ad. E.  
Shadley Battista  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Richard E. Shadley est avocat fondateur du cabinet. Il consacre sa carrière au droit criminel, pénal et disciplinaire.

## CONTRIBUTION

Me Shadley a été substitut du procureur général (1965-1967). Par la suite, il a agi à quelques reprises comme substitut *ad hoc* (1984-1995). ● Il a également été coroner *ad hoc* (1975). ● Il a participé à la Commission McDonald (1979) et à la Commission Keable (1981-1983). ● Il a présidé la Commission d'enquête sur l'administration de l'Hôpital Rivière-des-Prairies (1984-1985). ● Il a participé aux délibérations de la *Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada*, section droit criminel, à titre de représentant des avocats de pratique privée (1992-1994). ● Il a été le procureur de la Commission Doyon sur les centrales privées acquises par Hydro-Québec (1995-1996). ● Il a enseigné le droit criminel à la Faculté de droit de l'Université McGill en plus de participer régulièrement, à titre de conférencier ou de panéliste, aux séances de formation en éthique et déontologie à l'Université McGill et à l'Université de Sherbrooke. ● Pendant 20 ans, il a été membre du corps professoral du programme national de droit criminel de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada. ● Il est membre du Comité sur l'éthique et l'image de l'avocat du Barreau de Montréal, comité qu'il a présidé pendant deux ans.

## RAYONNEMENT

Il est *Fellow* de l'*American College of Trial Lawyers* dont il a été nommé président pour le Québec en 1999 pour une période de deux ans. Il a été le récipiendaire de la Soirée Reconnaissance de l'Association des avocats de la défense de Montréal. Il fait partie des 13 avocats criminalistes du Québec identifiés dans le guide *Best Lawyers in Canada*.





Ad. E.

**Me Norman M. Steinberg, Ad. E.**  
Ogilvy Renault s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

Me Norman M. Steinberg est coprésident et membre du Comité exécutif du cabinet. Il s'occupe principalement de questions touchant les sociétés, comme les fusions et acquisitions, le financement, la privatisation et la gouvernance.

## **CONTRIBUTION**

Me Steinberg a participé à de nombreuses opérations en ce qui concerne les fusions et acquisitions (Alcan/Rio Tinto, Domtar/Weyerhaeuser, entre autres). ● Dans le domaine du financement des sociétés, il a dirigé un grand nombre de financements canadiens, transfrontaliers canadiens et américains et internationaux. ● En plus de collaborer à la mise en œuvre de nombreux projets dans le domaine de la privatisation, il est appelé à donner son avis sur des questions générales touchant la responsabilité des administrateurs et des dirigeants, la régie du conseil d'administration, les comités et les actionnaires. ● Il a été membre du Comité consultatif de l'Autorité des marchés financiers (Québec).

## **RAYONNEMENT**

Il a siégé au conseil d'administration de diverses sociétés : Airborne Entertainment inc., Les Vêtements de Sport Gildan inc., Groupe Consoltex inc., etc., et d'organismes philanthropiques : Cercle Canadien de Montréal (dont il est un ancien président), l'Orchestre symphonique de Montréal (à titre de vice-président et membre du comité exécutif), Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal, etc. Il a été coprésident de la campagne 2007 de Centraide du Grand Montréal. Il siège au conseil d'administration du Conseil du patronat du Québec.





AVOCATS

ÉMÉRITES

Ad. E.

---

Récipiendaires 2008 de  
la *Médaille et des Mérites*  
du Barreau du Québec





Ad. E.

**Me Pierre A. Michaud, O.C., c.r., Ad. E.**  
Ogilvy Renault s.e.n.c.r.l.  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

## **MÉDAILLE DU BARREAU DU QUÉBEC 2008**

Me Pierre A. Michaud agit depuis 2002 à titre d'avocat-conseil en arbitrage et médiation au sein du cabinet Ogilvy Renault.

La Médaille du Barreau lui est attribuée pour sa contribution remarquable à son ordre professionnel et à l'avancement du droit, plus particulièrement en raison de son engagement et de son action très concrète pour favoriser l'accès à la justice par la médiation et la diffusion de l'information juridique auprès du public.

Avant son retour à la pratique en cabinet, Me Michaud était juge en chef de la Cour d'appel du Québec où, durant huit ans, il a tranché plus de 1 000 litiges dans tous les domaines du droit et où il a participé à la conception et la mise en œuvre d'un service de médiation très utilisé à la Cour d'appel. Il a aussi été vice-président du Conseil canadien de la magistrature et a présidé plusieurs comités d'enquête sur la conduite des juges. Comme premier président du Comité sur le rôle des juges dans l'information au public, il a favorisé une plus grande participation des juges auprès des médias pour mieux faire connaître leur rôle et le fonctionnement de notre système de justice.

Présentement, il est aussi professeur associé à la Faculté de droit de l'Université de Montréal en plus d'être très actif auprès de deux organismes affiliés au Barreau du Québec, soit à titre de vice-président du conseil d'Éducaloi et de membre du Conseil du Centre d'accès à l'information juridique.



Ad. E.



**Me Maurice Boileau, Ad. E.**  
Barreau de Montréal  
Montréal

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2008**

Retraité depuis 2002, Me Maurice Boileau continue encore aujourd'hui à contribuer à la profession, puisqu'il poursuit ses activités à titre de conciliateur désigné par le bâtonnier de Montréal en ce qui a trait aux mandats de l'aide juridique. À ce titre, il tente de réconcilier la position des avocats de pratique privée qui acceptent des mandats de l'aide juridique et qui n'ont pas reçu les sommes demandées de la part du Centre communautaire juridique qui a donné le mandat.

Avocat en pratique privée pendant 15 ans, il se joint à l'organisation du Barreau de Montréal en 1980. Embauché à titre de conciliateur des comptes d'honoraires pour les mandats de l'aide juridique, il devient finalement directeur général de l'organisation, fonction qu'il occupera pendant 22 ans, soit jusqu'en juillet 2002. Aux dires de ses collègues, son travail contribuera à l'essor de 35 comités, dont plusieurs ont eu un impact, tant sur la pratique du droit que sur l'image de l'avocat auprès du public.





Ad. E.

**Me Fernand Côté, avocat à la retraite, Ad.E.  
Québec**

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2008**

Avocat à la retraite, Me Fernand Côté s'est retiré de la pratique du droit après s'y être consacré durant 40 ans. Après son admission au Barreau, il opte d'abord pour la pratique en cabinet privé dans sa région natale, le Saguenay–Lac-Saint-Jean. Puis, en 1968, il devient substitut du procureur général du Québec à Chicoutimi. Un an plus tard, il migre vers Montréal où l'attendent les plus imposants défis de sa carrière.

Il a notamment fait sa marque comme commissaire à la déontologie des policiers du Québec, comme procureur en chef de la Commission d'enquête sur le crime organisé et comme substitut en chef adjoint du procureur général du Québec. Depuis 1996, il met tout son dévouement à divers titres, de dirigeant ou de conseiller, au bénéfice d'œuvres comme la Maison Dauphine qui accueille les jeunes de la rue, l'Action communautaire jeunesse, le Comité justice sociale de la Compagnie de Jésus, et L'autre avenue, organisme de justice alternative.



Ad. E.



**Me Pierre Gagnon, Ad. E.**  
Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté, St-Pierre  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2008**

Me Pierre Gagnon, qui a été bâtonnier du Québec en 2003-2004, est associé du cabinet à Québec. L'essentiel de sa pratique se concentre en litiges civils et commerciaux, notamment dans le domaine de la construction et du droit administratif. Il agit également comme médiateur pour des dossiers civils et commerciaux. Il est d'ailleurs, à ce titre, membre du Centre d'arbitrage commercial national et international de Québec et de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec.

Durant son bâtonnat et depuis ce temps, il se montre un ardent promoteur de l'accès à la justice et d'un moyen très peu coûteux pour aider la classe moyenne à faire valoir ses droits : l'assurance juridique. Innombrables sont les instances et comités du Barreau auxquels Me Gagnon a participé et contribué au fil des ans.

Il est présentement président du Comité du Barreau sur l'assurance juridique et gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec. Il est de plus membre du Comité consultatif de nomination à la magistrature fédérale.





Ad. E.

**Me Pierre Giroux, Ad. E.**  
Tremblay, Bois, Mignault & Lemay  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

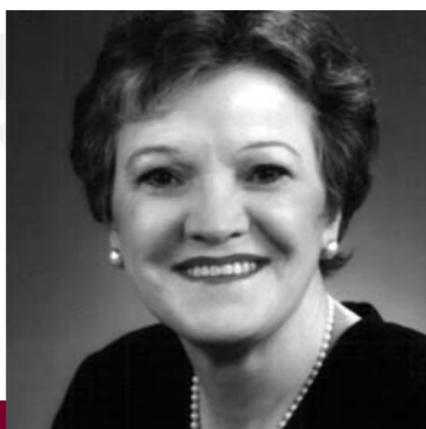
## **MÉRITE DU BARREAU DU QUÉBEC 2008**

Me Pierre Giroux, expert en droit public, agit notamment comme procureur conseil du Directeur général des élections du Québec et conseiller juridique externe du Vérificateur général du Québec ainsi que du Commissaire au lobbyisme du Québec.

Il a longtemps enseigné à l'Université Laval, à l'École du Barreau et il a donné plusieurs conférences, en plus d'être l'auteur de nombreux articles et ouvrages portant sur le droit public, le droit constitutionnel, le droit administratif ainsi que sur les règles de formation des contrats par appels d'offres. Sa contribution au Barreau s'est concrétisée, entre autres, comme membre du Comité de la *Revue du Barreau* et du Comité de discipline, durant 10 ans. Il est encore aujourd'hui gouverneur de la Fondation du Barreau du Québec. Il a aussi été membre pendant une quinzaine d'années du Comité des activités juridiques de la section de Québec, qui voit à l'organisation de conférences en vue de promouvoir la formation continue des juristes.



Ad. E.



**Me Lise Malouin, Ad. E.**  
Centre communautaire juridique de Québec  
Québec

*Ces notes biographiques ne s'avèrent pas exhaustives.*

## **LE MÉRITE CHRISTINE-TOURIGNY 2008**

Reconnaissance d'exception, le Mérite Christine-Tourigny est attribué chaque année à une avocate s'étant démarquée par son engagement social et son apport à l'avancement des femmes dans la profession.

Me Lise Malouin, avocate permanente de l'aide juridique, œuvrant au bureau du centre-ville sous la raison sociale de Proulx, Plamondon, Malouin et als, fut bâtonnière de Québec en 2002-2003 et présidente de l'Association des familialistes du Québec en 2004-2005, après avoir travaillé durant plus de 20 ans dans un cabinet national d'évaluateurs agréés et dans un cabinet de comptables agréés. En parallèle, la feuille de route de Me Malouin est des plus impressionnantes en termes d'initiatives pour améliorer l'accès au système judiciaire en général et à la justice sociale en particulier.

Elle s'est intéressée, entre autres, aux expertises psychosociales, à l'intégration sociale, à la santé mentale de certains accusés et à l'accueil convivial des témoins. Me Malouin accomplit aussi un travail remarquable auprès des étudiants en droit et à l'École du Barreau et, plus récemment, comme marraine de deux avocates venues d'Haïti pour apprendre le système de justice québécois en droit de la famille et en droit des personnes, ainsi que d'étudiants du secondaire dans le cadre du programme « Jeune fonctionnaire d'un jour » organisé par l'École nationale d'administration publique.



*Rendez-vous  
l'année prochaine  
pour rendre hommage  
à de nouveaux*

**AVOCATS**

**ÉMÉRITES**

**Ad. E.**





# Ad. E.



## **Maison du Barreau**

445, boulevard Saint-Laurent  
Montréal (Québec) H2Y 3T8

T 514 954-3400  
Sans frais 1 800 361-8495

[information@barreau.qc.ca](mailto:information@barreau.qc.ca)  
[www.barreau.qc.ca](http://www.barreau.qc.ca)

Édité en mai 2008

**Barreau**  
du Québec

